

BRUXELLES (MPE-Média) – 76 dirigeants de la sidérurgie européenne membres d'EUROFER viennent d'adresser à la Commission de Bruxelles une lettre en demande de révision de la directive sur les émissions de gaz à effet de serre avant sa réunion du 30 mai. Urgent.

A l'échelle française comme à l'échelle de l'Europe, les dirigeants de 75 groupes producteurs d'acier et de produits sidérurgiques et leurs responsables d'organisations professionnelles nationales ou syndicales ont adressé via EUROFER un courrier commun ouvert au Président de la Commission européenne, pour lui demander de revoir les clauses de la réforme du système de négoce de droits d'émission de gaz à effet de serre, aussi nommé ETS (Europe Emission Trading System), qu'ils jugent préjudiciables à la compétitivité et donc à la survie de leurs industries confrontées à des concurrents globaux ne respectant pas les mêmes règles écologiques.

« Nous sommes d'accord sur le fait que le changement climatique est une question critique qui doit être traitée tout de suite et à une échelle internationale et nous soutenons totalement les efforts de réduction du coût des émissions de CO2 pour l'ensemble de l'économie européenne », expliquent-ils.

Déficit grave de droits d'émissions

« Mais si la future directive sur les ETS devait être adoptée sans les remarques positives réclamées par la Parlement européen après échange avec nous, il en résulterait un déficit grave de droits d'émissions pour notre industrie de l'acier de près de 30% manquant à l'horizon 2030 », poursuit cette lettre ouverte.

« De plus, le secteur serait encore plus exposé au coût du carbone par le biais des taxes pesant sur les prix de l'électricité, bien plus que d'autres secteurs d'activités », ajoutent ces dirigeants.

Précisant que la signature le 30 mai de ce texte sur les ETS en l'état ne ferait que favoriser les fuites de CO2 vers d'autres régions du monde (carbon leakage), entraînant de fortes probabilités de nouvelles fermetures d'usines en Europe, les membres d'Eurofer concluent qu'il

ETS : 76 membres d'Eurofer alertent l'UE

Écrit par administrateur didier
Jeudi, 25 Mai 2017 17:35 -

est urgent et essentiel que les progrès acceptés par le Parlement de Strasbourg sur des mesures correctives et la prise en compte des coûts non directs soient aussi entérinés par le Conseil européen à la fin mai, pour éviter de nuire à la compétitivité de l'industrie européenne de l'acier, à sa capacité d'innovation et surtout aux emplois qu'elle génère encore.



Les firmes signataires de la lettre au Premier ministre (Source A3M)

En France, une autre lettre a été envoyée à Matignon au premier ministre Edouard Philippe par A3M, l'Alliance Minerais Minéraux Métaux et sa présidente Mme Tissot-Colle, cosignée par quinze dirigeants et cette dernière qui note que « les objectifs envisagés dans le cadre de cette

ETS : 76 membres d'Eurofer alertent l'UE

Écrit par administrateur didier
Jeudi, 25 Mai 2017 17:35 -

réforme seront impossibles à atteindre pour l'industrie sidérurgique. Ainsi, même les usines françaises, qui sont parmi les meilleures du monde, devront acheter de grandes quantités de quotas de CO₂, ce qui pèsera sur leur capacité à investir, à innover, et même à maintenir les sites de production en activité avec des conséquences directes sur les emplois. »

La lettre à M. Philippe précise la nature des efforts déjà accomplis par les sidérurgistes européens et français pour réduire leurs émissions, réutiliser les gaz dans leurs procédés de production de chaleur ou de métaux, ou pour réduire le minerai de fer.

Christophe Journet



Voir aussi sur :

www.a3m-asso.fr

www.eurofer.eu



**IMPROVE YOUR FRENCH AND YOUR
MARKETS, FIGHT AGAINST CLIMATE
& BECOME A RAW MATERIAL & ENERGETICS
WITH MPE-MEDIA YEARLY NEWS & EVENTS
WIN CY SPECIAL MEMBERSHIP**

www.mpe-media.com